

## Document

Oskar LAFONTAINE propose "d'abandonner" l'euro.

(M'PEP)

**30.05.2013**

Oskar Lafontaine, dans un texte du 30 avril 2013 (voir ci-dessous) est le premier dirigeant européen à avoir fondé l'euro qui considère aujourd'hui qu'il faut « abandonner » la monnaie unique, revenir aux monnaies nationales et créer un nouveau Système monétaire européen. Sa position est une immense avancée qui témoigne de l'effritement croissant des positions du parti pro-euro. Il demeure cependant une limite à cette évolution : rien n'est proposé par Oskar Lafontaine pour se sortir de la crise, à court terme, qui passe nécessairement par une sortie de l'euro unilatérale, pays par pays. En tout cas les déclarations d'Oskar ont semé le trouble dans son parti, Die Linke, mais aussi au sein du PGE et du Front de gauche en France où beaucoup trouvent qu'il a raison.

Rappelons que Oskar Lafontaine a été l'un des fondateurs du parti de gauche allemand Die Linke dont il fut le président jusqu'en 2009. Il a été président du Parti social-démocrate allemand (SPD) de 1995 à 1999, ministre des Finances de 1998 à 1999 avant de démissionner en raison de divergences politiques avec le Chancelier (SPD) Schröder. Oskar Lafontaine est un poids lourd de la politique allemande et européenne.

### **I.- Oskar Lafontaine dénonce « l'hégémonie » allemande**

Pour lui la « *politique d'austérité* » conduite par la chancelière allemande, Angela Merkel, « *amène au désastre* » non seulement l'Allemagne mais aussi l'Europe. Le chômage « *atteint des niveaux dangereux pour la démocratie* ».

Dès lors, de son point de vue, les « *Européens du Sud* », pays dans lesquels il inclut la France, vont « *tôt ou tard être forcés de se révolter contre l'hégémonie allemande* ». Ce qu'il met en cause en tout premier lieu, c'est la politique de « *dumping des salaires* » menée par les dirigeants allemands. Il est vrai que le prétendu « *modèle allemand* » repose sur deux facteurs aux antipodes de la coopération européenne : l'écrasement des salaires des travailleurs allemands depuis plus d'une dizaine d'années et la délocalisation d'une partie significative de la production industrielle allemande dans des pays de l'Est européen. Le but étant de présenter à l'exportation des prix inférieurs à ceux des concurrents. D'où l'excédent commercial allemand gigantesque, qui a plongé la quasi-totalité des autres pays de la zone euro dans des déficits commerciaux symétriques.

### **II.- Oskar Lafontaine considère qu'il faut « abandonner » la monnaie unique**

L'ancien ministre allemand des Finances reconnaît l'erreur qu'il a commise en faisant partie de ceux qui, dans les années 1990, ont soutenu le processus de mise en place de l'euro comme monnaie unique. Pour lui, la monnaie unique « *aurait été valable* » si les pays membres de la zone euro « *s'étaient mis d'accord sur les conditions d'une politique salariale coordonnée en faveur d'une augmentation de la productivité* ». À l'époque il considérait qu'une telle politique salariale « *était possible* », non parce qu'elle était incluse dans les traités ou les accords intergouvernementaux, mais parce qu'elle procéderait d'une dynamique vertueuse. Or, reconnaît-il, le dialogue macroéconomique a été « *contourné par les gouvernements* ». Dès lors « *l'espoir selon*

*lequel la création de l'euro pousserait tous les acteurs à un comportement économique rationnel s'est révélé vain* ». Et Oskar Lafontaine ajoute même « *le système a déjanté* ».

Soutenant les analyses d'un économiste réputé Outre-Rhin, le fondateur de Die Linke (mouvement politique que l'on peut classer, paradoxalement, dans le parti pro-euro) estime que des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne, devraient dévaluer leur monnaie de 20% à 30% pour redevenir compétitifs pour leurs exportations et réduire leurs importations. De son côté, l'Allemagne devrait réévaluer de 20% pour cesser d'étrangler les autres pays. Faisant preuve d'un réalisme politique dont pourrait s'inspirer nombre de dirigeants politiques français, Oskar Lafontaine juge « *qu'une telle politique n'a aucune chance d'être mise en œuvre* ». En effet, le consensus du parti pro-euro en Allemagne (il rassemble la droite, les verts, les socio-démocrates, Die Like) ne permettra pas ces évolutions.

### **III.- Oskar Lafontaine préconise la mise en place d'un nouveau Système monétaire européen qui remplacerait la monnaie unique**

Ce nouveau Système monétaire européen aurait l'objectif central de permettre les dévaluations et réévaluations. Le système des changes serait géré au niveau européen. Pour parvenir à cet objectif, trois catégories de mesures seraient prises :

- « *un strict contrôle de la circulation des capitaux serait l'inévitable première étape* » ;
- durant la période de transition, il faudra « *aider les pays qui devraient inévitablement déprécier leur monnaie* », et accepter « *une intervention de la BCE* » ;
- le secteur financier devrait être placé sous « *stricte régulation* », selon un modèle proche de celui des « *caisses d'épargne publiques* ». Oskar Lafontaine ajoute qu'il faut « *fermer le casino* ».

### **IV.- Rappel sur le Serpent monétaire européen et le Système monétaire européen**

Le Serpent monétaire européen est né de l'accord de Bâle du 10 avril 1972. Il est remplacé par le Système monétaire européen le 13 mars 1979. L'échec de ces dispositifs est lié au refus des oligarques européens de mettre en place un strict contrôle des changes et des mouvements de capitaux.

#### **A.- Le Serpent monétaire européen**

Le terme « *serpent* » vient du fait que les devises ondulaient à l'intérieur de marges fixes, donnant l'image d'un serpent.

Les accords de Bretton Woods, en 1944, décident que seul le dollar serait convertible en or, à un prix fixé à 35 dollars l'once. Le système monétaire international repose donc sur des parités de change fixes entre les pays. Les dévaluations et réévaluations restent possibles, mais elles sont négociées au sein du Fonds monétaire international. Le système est relativement stable, les crises financières n'existent pas. Cependant, les échanges commerciaux internationaux sont libellés en dollar. Les États-Unis disposent ainsi d'une situation extraordinairement favorable puisqu'ils sont le seul pays au monde à pouvoir payer leurs importations avec leur monnaie nationale. Tous les autres

pays, inversement, doivent récupérer suffisamment de devises pour payer leurs importations. Seule solution pour y parvenir : augmenter les exportations.

Les États-Unis vont donc pouvoir augmenter leurs importations sans limite en les payant en dollars. Par ailleurs, le financement de la guerre froide par l'entretien de bases militaires partout dans le monde et la guerre du Vietnam vont provoquer une importante création monétaire, dépassant largement la contrepartie en or qui permettait de maintenir l'once du métal jaune à 35 dollars.

Devenu de plus en plus fragile, le système explose en 1971 lorsque le président américain Nixon décide unilatéralement de mettre un terme aux accords de Bretton Woods en renonçant à la seule convertibilité du dollar en or. Le système monétaire international change alors du tout au tout en passant à un régime de parités flottantes, le dollar fluctuant librement par rapport aux autres devises.

Du coup les détenteurs de dollars les vendent contre de l'or et des devises, en faisant monter leurs prix et baisser celui du dollar. La monnaie des pays exportateurs (essentiellement Allemagne et Japon) est la plus recherchée. Mais la hausse de la valeur de ces monnaies risque de les pénaliser à l'exportation en renchérissant le prix de leurs biens exportés. D'où le développement de stratégies de montée de gamme (produits de plus haute qualité qui permettent un profit plus élevé), de développement de la productivité, de pression sur les salaires (déjà !). La situation est devenue difficile pour le Japon et l'Allemagne, les monnaies de ces pays devenant trop surévaluées par rapport au dollar.

Un dispositif a donc été conçu au sein de ce qui s'appelait alors la Communauté économique européenne (CEE), visant à limiter les fluctuations de change entre les pays membres. Un cour pivot a été défini pour chaque monnaie, autour duquel des fluctuations de 2,25% à la hausse ou à la baisse étaient autorisées.

Ce système va se fragiliser progressivement avec la baisse continue du dollar entre 1972 et 1978. Plusieurs pays membres du Serpent ne vont plus pouvoir rester dans le cadre des marges de fluctuation (+ ou - 2,5%) et devront dévaluer. C'est le cas, d'abord, de la livre sterling en juin 1972 (dévaluation de 30%), puis de la lire italienne en janvier 1973, du franc français en 1974 et en mars 1976.

En un an, de mars 1977 à mars 1978, le dollar s'effondre, par exemple de 12,3% par rapport au mark, le gouvernement américain laissant sa monnaie baisser. Les échanges communautaires sont menacés, les monnaies européennes quittent le serpent les unes après les autres.

C'est le 27 octobre 1977 que le président de la Commission européenne, le britannique Roy Jenkins, à Florence, propose de créer une monnaie unique pour les neuf pays membres de la CEE avec un budget communautaire de 10% du PIB de chaque pays (cette proposition n'aura aucune suite). Le Système monétaire européen naîtra de cette orientation.

## **B.- Le Système monétaire européen**

Deux changements principaux distinguent le Système monétaire européen (SME) du Serpent monétaire européen.

Un « panier » de monnaies est créé, l'ECU (*European Currency Unit*), qui n'est pas une monnaie commune, fondé sur le poids économique des pays membres, servant à établir la parité des devises européennes.

Les fluctuations des devises européennes se font à partir du panier de monnaies, + ou – 1,125%.

Le Système monétaire européen succède donc au Serpent monétaire européen le 13 mars 1979. Ce système va fonctionner correctement les deux premières années de son existence, en 1979 et 1980, permettant de stabiliser le cours des monnaies européennes. Mais très vite des limites vont apparaître.

Le franc français sera dévalué en octobre 1981, en juin 1982 et en mars 1983. Le franc belge sera dévalué en février 1982. Le système tiendra convenablement jusqu'en 1992. En septembre de cette année, des spéculations sont lancées à la suite du rejet du traité de Maastricht par les Danois. La lire italienne et la peseta espagnole sont dévaluées, puis la livre sterling. À l'été 1993 la Banque de France a épuisé ses réserves de devises en trois semaines pour soutenir le franc (achat de francs sur les marchés avec des devises pour faire remonter les cours). Les marges de fluctuations ne peuvent plus être respectées, elles sont élargies à + ou – 15%. Le SME, de facto, prend fin à l'été 1993.

La leçon à retenir est que l'absence de contrôle des changes et des mouvements de capitaux a permis l'explosion du SME.

### **V.- Les limites des propositions d'Oskar Lafontaine**

Les propositions d'Oskar Lafontaine constitueraient un progrès indéniable vers un double système de souveraineté monétaire nationale et de coopération européenne. À ce titre elles doivent être soutenues.

Mais ces propositions nécessitent un accord des Vingt-Sept. Il n'est pas impossible de penser qu'un tel accord pourrait être trouvé si la crise prend des proportions encore plus aigües qu'aujourd'hui. Confrontés au risque de départ de certains pays de la zone euro, l'Allemagne surtout et la France peuvent être amenées à se rallier à la proposition Lafontaine.

Toutefois, ces propositions laissent sans réponse la gestion de la crise à court et moyen terme. Que faire en attendant qu'un hypothétique accord intervienne entre les Vingt-Sept ? Pour être parfaitement cohérent, Oskar Lafontaine aurait dû ajouter qu'en attendant de trouver un accord de ce type, la sortie de l'euro unilatérale par un certain nombre de pays était nécessaire.

### **VI.- Les remous provoqués au sein de *Die Linke***

Le parti politique allemand *Die Linke*, dont Oskar Lafontaine est un des fondateurs, a très mal pris la déclaration du 30 avril de son ancien leader. Au moins les lignes vont bouger car un débat enflammé se développe dans le parti.

L'une des deux co-présidente, Katja Kipping, ancienne dirigeante du PDS (ex-communiste) de l'ex-RDA, a répondu par un article dans la presse du parti, *Neues Deutschland*, avec un titre que ne renieraient ni l'UMP ni le PS : « *Nous disons Oui à l'Euro !* ». Son principal argument est la collusion avec le nouveau parti anti-euro allemand *Alternative pour l'Allemagne (AfD)*. Le deuxième co-président, Bernd Riexinger, représentant les ex-sociaux-démocrates de RFA, a répondu : « *Certains disent non à l'Euro et oui à l'Austérité (l'AfD), nous, nous disons non à l'austérité et oui à l'Euro. Ils sont de droite, nous sommes de gauche !* ».

Les déclarations de soutien à la monnaie unique se multiplient dans la presse du parti contrôlée par les dirigeants qui organisent un véritable tir de barrage. Le député européen Jurgen Klute, par

exemple, a ainsi rédigé un vibrant article contre le retour du nationalisme, en appelant à la « réussite du projet européen ». A la gauche de *Die Linke*, la responsable de la « plate-forme communiste », Sarah Wagenknecht, a fait des déclarations confuses : elle dénonce le programme de l'AfD, et refuse de prendre position pour ou contre Lafontaine.

Pour préparer la réunion de Dresde prévue en juin, visant à adopter le programme du parti pour les élections de septembre, le groupe dirigeant de *Die Linke* a déjà son idée : « même si l'Union monétaire européenne a été très mal construite, *Die Linke* ne veut pas la fin de l'Euro. Au contraire, l'Union monétaire doit être totalement réorganisée, afin que l'on défende la coopération pacifique en Europe plutôt que d'exacerber les divisions ».

Il est vrai que la position d'Oskar Lafontaine diffère radicalement de celle promue par le Parti de la Gauche européenne (PGE - dont sont membres *Die Linke*, le PCF, le PG...) et de ses dirigeants les plus connus comme Alexis Tsipras ou Jean-Luc Mélenchon.

Le Journal *L'Humanité* a mis vingt jour pour relayer l'information, et ce n'est que le 22 mai qu'un petit article était rédigé indiquant que « la solution proposée d'un retour à la case SME illustre toutefois les limites d'une analyse strictement keynésienne de la crise alors que les défis de l'emploi, de l'environnement, de l'extension inédite des protections sociales et des services publics qui frappent partout à la porte appellent comme jamais un renforcement des coopérations intereuropéennes. Les deux coprésidents de *Die Linke* ont tenu à marquer leur distance avec la contribution d'Oskar Lafontaine en invoquant, eux, leur attachement à la poursuite d'un euro transformé ».

Rarement langue de bois n'aura été autant utilisée. Cet article n'a aucune signification : il n'y a strictement aucun rapport entre l'analyse keynésienne et la position d'Oskar Lafontaine ; on ne voit pas en quoi la défense de l'euro peut avoir le moindre effet sur la liste de sujets évoqués comme l'emploi ou les services publics ; l'euro interdit les « coopérations intereuropéennes » puisque la BCE est indépendante et que cette situation n'est pas prêt de changer.

*Die Linke* avait servi de modèle à Jean-Luc Mélenchon dans sa conception du Front de gauche. Or *Die Linke* est en plein déclin et apparaît aujourd'hui comme un anti-modèle du fait de ses positions pro-européennes.

De 2005 à 2009 il dispose de 161 députés des parlements régionaux, 179 maires, environ 5 500 élus municipaux, 8 députés européens obtenus en 2009.

Aux élections régionales de janvier 2008, *Die Linke* obtient 7,1% en Basse-Saxe, 5,1% en Hesse, puis 6,5% dans le Land de Hambourg et entre dans ces trois parlements régionaux.

Aux élections fédérales de septembre 2009 *Die Linke* fait une percée et porte sa représentation au Bundestag à 76 députés sur 614, contre 53 précédemment. Avec 11,9 % des suffrages exprimés et un million d'électeurs supplémentaires, le parti devient la quatrième force politique nationale, distançant nettement les Verts. Durant la campagne électorale, les sondages lui donneront jusqu'à environ 14% d'intentions de vote.

Aux élections régionales d'août 2009, *Die Linke* réalise une percée dans le Land de la Sarre où Oskar Lafontaine dirige la liste. Il obtient 21,3% des suffrages exprimés, soit 19 points de plus que la liste PDS en 2004. En Saxe le parti obtient 20,6% (-3%) et 27,4% en Thuringe (+1,3%). *Die Linke* fait son entrée dans le Landtag du Schleswig-Holstein avec 6 % des voix (+5,2%) et maintient sa position de seconde force politique dans celui du Brandebourg avec 27,2% (-0,8%).

Lors des élections régionales partielles de mars 2011 Die Linke va connaître une sévère défaite. En Rhénanie-Palatinat il passe de 9,4% en 2009 à 3,1%. En Bade-Wurtemberg, il passe de 7,2% en 2009 à 2,8%. À Berlin, où il cogère la ville-région avec le SPD, il passe de 11,7% à 4,6%.

Les élections régionales partielles de mai 2012 en Rhénanie du Nord – Westphalie (Land le plus peuplé d'Allemagne avec environ 18 millions d'habitants) vont confirmer le net recul de Die Linke qui passe de 5,6% à 2,5%.

## **Il faut restaurer le Système monétaire européen**

Par Oskar Lafontaine\*

Le 30 avril 2013.

La politique européenne de la chancelière Angela Merkel est sous pression croissante. Sa politique d'austérité qui a dominé l'Europe et l'amène au désastre a été critiquée par le président de la Commission européenne Manuel Baroso ainsi que par Enrico Letta, récemment désigné comme Premier ministre en Italie par le président Giorgio Napolitano. Cela fait longtemps que les leaders européens sont perdus. La situation économique se dégrade de mois en mois et le chômage atteint des niveaux dangereux pour la démocratie.

Les Allemands n'ont pas encore réalisé que, poussés par la crise économique, les Européens du sud - y compris la France - risquent tôt ou tard d'être forcés de se révolter contre l'hégémonie allemande. C'est en particulier la politique de dumping des salaires, pourtant une violation des traités depuis l'origine de la politique d'union monétaire qui les met sous pression. Quand les pays qui sont victimes de cette politique se rassembleront pour forcer à un changement de politique anti-crise aux dépens de l'Allemagne, Angela Merkel se réveillera de son immobilisme auto-satisfait.

Une monnaie unique aurait été viable si les participants s'étaient mis d'accord sur les conditions d'une politique salariale coordonnée en faveur d'une augmentation de la productivité. Dès lors que je considérais qu'une telle politique salariale était possible, j'ai donné mon accord à la création de l'euro dans les années 90. Mais les institutions mises en place pour cette coordination, et en particulier le dialogue macro-économique, ont été contournées par les gouvernements. L'espoir selon lequel la création de l'euro pousserait tous les acteurs à un comportement économique rationnel s'est révélé vain. Aujourd'hui, le système a déjanté.

Ainsi que HWS l'a récemment écrit dans le *Handelsblatt*, des pays tels que la Grèce le Portugal ou l'Espagne devraient devenir environ 20 à 30% moins chers que la moyenne européenne pour rétablir leur compétitivité et l'Allemagne devrait devenir 20% plus chère. [Hans-Werner Sinn est professeur d'économie à l'Université de Munich, président de l'Institut IFO qui est un groupe de recherche économique très réputé en Europe, et membre du groupe des conseillers économiques ministériel. Il est l'auteur de *Can Germany be Saved ?*

Cependant, l'expérience des dernières années a clairement démontré qu'une telle politique n'a aucune chance d'être mise en œuvre. Une réappréciation via une hausse des salaires qui serait nécessaire en Allemagne y est impossible du fait de la convergence entre le patronat allemand et le bloc des partis néo-libéraux rassemblant la CDU CSU, le SPD, le FPD et les Verts qui leur obéissent. Une vraie dévaluation via la baisse des salaires qui générerait les nécessaires 20 à 30% de pertes de revenus en Europe centrale – France incluse - conduirait au désastre dont on peut déjà voir les prémices en Espagne, Grèce et Portugal.

Si ces dévaluations et réappréciations ne peuvent pas être faites ainsi, il va falloir abandonner la monnaie unique et revenir à un système qui permette ces dépréciations / appréciations, ainsi que c'était le cas dans la période précédant la monnaie unique, celle du Système monétaire européen. En substance, il s'agit de rendre de nouveau possibles des dévaluations et réévaluations via un système des changes géré au niveau européen. Dans cet objectif, un strict contrôle de la circulation des capitaux serait l'inévitable première étape. Après tout, l'Europe a déjà pris une telle mesure avec Chypre.

Durant la période de transition, il faudrait aider les pays qui devraient inévitablement déprécier leur monnaie, afin de les renforcer, y compris via une intervention de la BCE, et d'éviter un effondrement. Un prérequis du bon fonctionnement du Système monétaire européen serait une réforme du secteur financier sous stricte régulation, selon une organisation du type de celles des caisses d'épargne publiques. Il faut fermer le casino.

La transition vers un système permettant dévaluations et réévaluations devrait se faire graduellement, en commençant par la Grèce et Chypre et en prenant en compte l'expérience du Serpent monétaire européen ainsi que celle du SME.

*Traduit de l'anglais par Jacques Nikonoff*

\* Oskar Lafontaine a été l'un des fondateurs du parti de gauche allemand Die Linke dont il fut le président jusqu'en 2009. Il a été président du Parti social-démocrate allemand (SPD) de 1995 à 1999, ministre des Finances de 1998 à 1999 avant de démissionner en raison de divergences politiques avec le Chancelier (SPD) Schröder.